

Question présentée par le député :

M. Thierry Cerutti

Date de dépôt : 12 août 2013

Question écrite urgente

Les entreprises genevoises se font raboter comme nos routes cantonales !

Vacances obligent, le Conseil d'Etat a choisi cette période pour faire quelques travaux d'aménagement sur nos routes cantonales: routes de Vernier, E.-Pictet, etc., plus précisément de raboter ces dernières et couler un bitume anti-bruit.

Il faut savoir que la manne financière utilisée pour financer ces travaux provient, pour une bonne partie, de l'impôt que la Berne fédérale perçoit sur la taxe poids-lourds; en résumé, de nos entreprises genevoises qui ont un camion.

Dès lors, quelle ne fut pas ma surprise de constater que, en lieu et place des camions genevois, immatriculés à Genève, pour effectuer le transport de remblayage et l'enlèvement du bitume raboté, de trouver des camions immatriculés en France, notamment dans le département 39, via La SOCIETE MAUFFREY en charge de ce travail.

Il est scandaleux de constater que nos autorités cantonales, une fois de plus, privilégient les entreprises françaises aux genevoises.

Après le CEVA, voilà que les travaux de voiries sont effectués par des entreprises françaises qui, au passage, ne paient pas la taxe poids-lourds.

Genève a le taux de chômage le plus élevé du pays;

Genève a le taux de personnes aux poursuites le plus élevé du pays;

Genève a le taux de faillites d'entreprises le plus élevé du pays.

Et que font nos autorités: PLR, Verts et Socialiste en tête ? Elles donnent du travail aux entreprises françaises, créent des emplois pour les résidents français, emploient des Français. Bref, on fait vivre la France et les Français aux dépens des entreprises genevoises et de ses habitants. Est-ce cela le Grand Genève ?

Mes questions au Conseil d'Etat sont les suivantes :

- *Pourquoi des transporteurs français effectuent-ils ce travail ?*
- *Est-ce un cas isolé ?*
- *Le Conseil d'Etat travaille-t-il pour les résidents genevois ou pour le gouvernement français ?*
- *Le Conseil d'Etat, au lieu de gesticuler, pense-t-il agir pour le bien-être des citoyens genevois ?*